Le domaine nordique des Crêtes du Forez s'organise autour de 3 portes d'accès :

- la porte du Col des Pradeaux (altitude 1200 m)
- la porte de Prabouré St Anthème (altitude 1290 m)
- la porte du Col des Supeyres (altitude 1370 m)

Le domaine nordique s'étend sur 5 communes :

- Ambert,
- Grandrif,
- Saint-Anthème,
- Saint Martin des Olmes.
- Valcivières

Pour la saison 2024/2025, le domaine nordique était constitué de 130 kms de pistes de ski de fond et de 34 kms de pistes raquettes.

Lorsqu'ALF gérait le service en régie (2017 à 2021), plusieurs problématiques ont été notées.

Concernant les problématiques de recrutement, le domaine nordique devait avoir des renforts saisonniers sur certains postes : un à deux postes de dameurs ; un à deux postes de pisteurs / secouristes ; plusieurs postes à la billetterie en fonction de l'activité. Ces contrats sont peu attractifs (pas de garantie sur la durée, un temps de travail fluctuant, peu de valorisation financière notamment le dimanche). Pourtant, ces postes demandent des compétences particulières (conduite d'engins pour le damage ; diplômes liés à la sécurité pour le pisteur).

Concernant le renouvellement du matériel, la Communauté de communes a hérité d'un matériel vieillissant (locaux, matériel roulant...). Certains investissements ont été fait (dameuse, ssv, informatique...) mais les besoins étaient encore conséquents (barrière à neige, motoneige, etc.).

Concernant les déficits du service « domaine nordique », voici les résultats financiers calculés sur ce service lorsqu'il était géré en régie par la Communauté de communes :

	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	Moyenne
Dépenses fonctionnement	130 912,75 €	115 143,41 €	92 072,23 €	110 778,73 €	112 226,78 €
Recettes fonctionnement	71 935,79 €	43 721,40 €	7 405,00 €	99 765,00 €	55 706,80 €
Déficit fonctionnement	- 58 976,96 €	- 71 422,01 €	- 84 667,23 €	- 11 013,73 €	- 56 519,98 €
Solde investissement	144 840,00 €	8 734,55 €	29 022,96 €	6 033,17 €	47 157,67 €

Depuis 2022, la SEM a travaillé sur ces problématiques :

- Mutualisation et mise en place de services communs entre le ski alpin et le domaine nordique (damage, sécurité) qui permet de faciliter la gestion de personnel. Pour la sécurité, la SEM compte sur plusieurs équipes de secours (permanents et saisonniers), ce qui a amélioré la prise en charge ;
- La SEM a investi sur le domaine nordique (équipements dameuse, motoneige, barrière à neige, locaux billetterie) ;
- Le déficit du service « domaine nordique » a été évalué à -6500€ par la SEM sur la saison 2022-2023.

Malgré des contraintes climatiques fortes (peu d'enneigement), la SEM a assuré le service « domaine nordique » sur les 3 années de la délégation (DSP) sur les 3 portes du domaine nordique (Prabouré, Supeyres, Pradeaux) selon les modalités annoncées en début de DSP dans le contrat de concession.

AR Prefecture

Au vu de ces expériences, un tableau comparatif peut être fait sur les modes de gestion :

063-200070761-20250605-2025_06_05_10-DE

Reçu le 18/06/2025

	Régie	Délégation DSP (avec la SEM ou un autre opérateur)
Service rendu défini par le cahier des charges	Le service peut être rendu de manière satisfaisante avec une ouverture des activités lorsque les conditions d'enneigement le permettent (cf saison 2020/2021)	Le service peut être rendu de manière satisfaisante avec une ouverture des activités lorsque les conditions d'enneigement le permettent (cf. saison 2024/2025)
Moyens humains	Risque important, peu de possibilité d'avoir des contrats attractifs pour certains postes (pisteur secouriste, dameur)	Possibilité d'avoir une souplesse plus grande, possibilité de mutualiser avec d'autres fonctions équivalentes
Moyens financiers	Risque important sur la maîtrise financière	Un cadrage financier est fixé lors de l'établissement du contrat de concession

ANNEXE 2 : CALENDRIER

Conseil du 5 juin 2025 : délibération sur le principe de la DSP « espace nordique » ;

mi-juin-mi-juillet : phase de publicité sur la DSP, consultation pour trouver un prestataire ;

mi-juillet – septembre : phase de négociation avec les opérateurs candidats ;

Conseil du 25 septembre 2025 : choix d'un prestataire pour exploiter l'espace nordique ;

Octobre 2025 : information des candidats et signature du contrat de concession ;

Hiver 2025/2026 et 2026/2027 : exploitation de l'espace nordique par le prestataire ;

2027 : lancement d'une nouvelle procédure pour l'avenir de l'espace nordique (conseil communautaire post-élection).